



Envoyé en préfecture le 31/05/2024  
Reçu en préfecture le 31/05/2024  
Publié le 03/06/2024  
ID : 078-217802396-20240530-DP078239200039-AR

Departement des Yvelines  
Arrondissement de Mantes-la-Jolie  
Canton de Limay

## **ARRÊTÉ DE NON-OPPOSITION A UNE DECLARATION PREALABLE - CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS NON SOUMIS A PERMIS COMPRENANT OU NON DES DEMOLITIONS AU NOM DE LA COMMUNE**

### **Dossier n° DP 78239 20 00039**

Déposé le : **10/11/2020**

Complété le : **04/01/2021**

Affiché le : **17/11/2020**

Arrêté n° : **2024-023**

Adresse du terrain : **164, rue Jean  
Jaurès**

**78520 FOLLAINVILLE-DENNEMONT**

Par : **FREE MOBILE**

Représentée par **M. LOMBARDINI  
Maxime**

**16, rue de la Ville l'Eveque  
75008 PARIS**

Références cadastrales : **AD26**

Destination : **Service public ou  
d'intérêt collectif**

Pour : **Installation de 6 antennes  
radiotéléphoniques et de 3 paraboles  
sur la toiture d'un immeuble**

### **Le Maire de FOLLAINVILLE-DENNEMONT,**

VU la déclaration préalable décrite dans le cadre ci-dessus,

VU le code de l'urbanisme,

VU le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine & Oise approuvé par délibération n° CC\_2020\_01\_16\_01 du Conseil Communautaire du 16 janvier 2020 et modifié par délibération n° CC\_2023-12-14\_39 du Conseil Communautaire du 14 décembre 2023, classant le terrain en zone UAd,

VU les avis favorables avec prescriptions de Madame l'Architecte des Bâtiments de France - Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine du 15/12/2020 et 02/02/2021 aux vues des pièces complémentaires,

Vu l'arrêté n° DP 078 239 20 \* 0039 du 02/03/2021 portant opposition à la déclaration préalable déposée le 10/11/2020 et complétée le 04/01/2021 par la société FREE,


Vu le Code des relations entre le public et l'administration,

**CONSIDERANT** que le pétitionnaire a saisi le Tribunal administratif de Versailles d'un recours (n°2103473) les 27 avril 2021 et 29 juin 2022 contre l'arrêté n° DP 078239 20 \* 0039 du 02/03/2021 portant opposition à la déclaration préalable déposée le 10/11/2020 et complétée le 04/01/2021 par la société FREE,

**CONSIDERANT** que le Tribunal Administratif de Versailles, par jugement du 16/12/2022 réceptionné le 19/12/2022, a ordonné à la commune de Follainville-Dennemont de délivrer une décision de non-opposition à la déclaration préalable n° DP 078 239 20 \* 0039 déposée le 10/11/2020 et complétée le 04/01/2021 par la société FREE, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification dudit jugement,

**DELAYS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les **DEUX MOIS** à partir de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite). Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le Maire  
 Sébastien LAVANCIER



A FOLLAINVILLE-DENNEFONT, le 30/05/2024

Conformément à l'article R 424-15 du Code de l'Urbanisme la présente décision est publiée par voie d'affichage à la Mairie, dans les huit jours de sa notification pendant une durée de deux mois et est archivée à la Mairie.

Toutes autorités administratives, les agents de la Force Publique compétents sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

- au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 424-7 du Code de l'Urbanisme le : 03/06/2024.
- au pétitionnaire par lettre recommandée avec avis de réception postal,

**Article 4 :** La présente décision est notifiée :

**Article 3 :** En application de l'article R. 462-1 du code de l'urbanisme, à l'achèvement des travaux, le bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme adresse au Maire de la commune la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DACT) en trois exemplaires.

**Avis de Madame l'Architecte des Bâtiments de France :** La qualité des travaux participe à la mise en valeur du site inscrit précité. L'intégration des fausses cheminées doit être en cohérence avec le volume de la couverture. Par conséquent, leur nombre et leurs dimensions seront réduits. Elles devront reprendre l'aspect des souches de cheminées traditionnelles (enduit à la chaux et mitrons en terre cuite).

**Article 2 :** Ladite autorisation est assortie des prescriptions énoncées ci-après :

**Article 1 :** Il n'est pas fait opposition aux travaux faisant l'objet de la présente déclaration sous réserve du respect des prescriptions énoncées à l'article suivant :

**ARRÊTE**

Pour ces motifs,

**CONSIDERANT** que le projet en l'état est de nature à altérer l'aspect de ce site inscrit mais qu'il peut cependant y être remédié,

**CONSIDERANT** que le projet est situé dans le site inscrit des Boucles de la Seine,

16/12/2022,

**CONSIDERANT** que la Cour Administrative d'Appel de Versailles, par jugement du 07/05/2024, réceptionné le 13/05/2024, a ordonné à la commune de Follainville-Dennemont d'exécuter le jugement rendu par le tribunal administratif de Versailles du

non-opposition à la déclaration préalable de la société FREE, Versailles a annulé l'arrêté du 02/03/2021 et a enjoint au maire de délivrer une décision de n°2103473 du 16/12/2022 en date du 17/02/2023 par lequel le tribunal administratif de

DOSSIER N° DP 78239 20 00039

Envoyé en préfecture le 31/05/2024

Regu en préfecture le 31/05/2024

Publié le 03/06/2024

PAGE 2 / 2

Le Maire

CONSIDERANT que la commune de Follainville-Dennemont

ID : 078-217802396-20240530-DP078239200039-AR



**CONDITIONS DANS LESQUELLES LA PRESENTE AUTORISATION DEVIENT EXECUTOIRE**

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au Préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Maire ou le Président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- **Si votre projet comporte des démolitions, vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.**
- si votre projet est situé dans un site Inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

**COMMENCEMENT DES TRAVAUX :** Le bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement), **(pour les permis de construire uniquement)**
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du Gouvernement ainsi que la plupart des magasins de matériaux.

**AFFICHAGE :** L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier.

L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

**DUREE DE VALIDITE :** Conformément à l'article. R 424-17 du Code de l'Urbanisme et du décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016 prolongeant le délai de validité d'un an, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de TROIS ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

**L'autorisation peut être prorogée pour une année,** sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger.

Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

**DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

Le permis vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

**L'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours,
- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.
- Par ailleurs, je vous rappelle **la nécessité d'envoyer à la mairie la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT) et ceci dès la fin des travaux**, aucune action en vue de l'annulation de l'autorisation n'étant recevable à l'expiration d'un délai d'un an à compter de l'achèvement de la construction (article R.600-3 du code de l'Urbanisme).

En cas de recours contre l'autorisation le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

**OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code Civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du Code des Assurances.